

SQUAT DE CACHAN L'ETAT DOIT PROPOSER UN HEBERGEMENT IMMEDIAT ET COLLECTIF A TOUTES LES FAMILLES !

Trois semaines après l'expulsion violente et inhumaine des résidents du squat de Cachan, la mobilisation citoyennes pour leur apporter soutien et solidarité, ne faiblie pas. Au contraire elle se renforce, s'élargie, se diversifie comme celle exprimée hier par des personnalités du spectacle et du sport : L. Baasie, S. Diagana, Omar et Fred, J. Balasko, C. Berling, Bénabard, J. Starr, L. Tuhuram et P. Vierra venus simplement apporter leur soutien aux ex-squatters « **parce qu'ils ne sont pas d'accord avec la politique d'immigration actuelle et veulent déclencher un débat sur cette question** ».

Mais trois semaines après l'expulsion, restant sourd à toutes les manifestations de solidarité, l'Etat n'assume toujours pas les conséquences et les responsabilités de sa décision. C'est affligeant et désastreux !

Aucune solution d'hébergement digne et de relogement stable n'a été proposé à ces familles.

Paroxysme de cynisme et d'inhumanité le Ministre de l'intérieur, tel « Ponce Pilate », se lave les mains de la résolution du drame sanitaire et humanitaire qu'il a lui-même créé pour des calculs politiques.

Pire, il traque et s'acharne sur les hommes, les femmes et les enfants expulsés, en entretenant autour d'eux un climat de peur alimenté par des contrôles policiers et des interpellations humiliantes et injustifiables.

L'expérience montre que Sarkozy ne règle pas les problèmes mais les aggrave. En pratiquant ainsi il bafoue les principes fondamentaux de la solidarité nationale, les traditions d'accueil de la France à l'égard des familles dont le seul tort est d'avoir fuit la misère de leur pays d'origine pour vivre, travailler ou étudier dans notre pays. C'est la « rupture » du chef de l'UMP d'avec notre modèle social.

Nous condamnons fermement cette politique et les pratiques qu'elle engendre !

CETTE SITUATION NE PEUT SE POURSUIVRE. IL EST GRAND TEMPS DE RESOUDRE CE DRAME !

Aujourd'hui, comme depuis trois ans, l'Etat est totalement responsable des solutions à mettre en œuvre pour résoudre dignement et humainement la situation des résidents – expulsés du squat de Cachan.

La Fédération du Val de Marne du Parti Communiste Français tient solennellement à rappeler les conditions du règlement de cette crise !

1°- L'Etat peut et doit mettre en urgence à la disposition des familles un hébergement immédiat et collectif, sur un site lui appartenant.

Dans cette perspective des locaux sont disponibles et très rapidement aménageables au sein du site de Limeil-Brévannes qui hébergeait le CEA.

Le Président du Conseil Général du Val de Marne, les Maires de Cachan et de Limeil-Brévannes se sont solennellement adressés au Préfet du Val de Marne pour qu'il ouvre ces locaux.

Nous soutenons totalement cette demande. Elle est sérieuse et réaliste. L'Etat par l'intermédiaire de son Préfet ne peut opposer à cette proposition des arguments dilatoires afin de s'exonérer de ses responsabilités.

2°- *La Préfecture du Val de Marne doit engager un processus sérieux et humain de régularisation administrative des familles issues du squat de Cachan* qui toutes témoignent depuis de nombreuses années de leur parfaite intégration à la société française.

3°- *L'examen du relogement définitif de toutes les familles concernées doit être engagé à partir d'une volonté et d'un effort de solidarité partagé.* A l'échelle des huit départements de la Région Ile de France, tous les bailleurs sociaux et toutes les communes sont concernés.

A cet égard, il ne serait ni juste, ni acceptable que les communes qui depuis des années s'exonèrent du respect de la loi SRU, ne participent pas à cet effort de solidarité. Pour y parvenir, le Préfet de Région et le Préfet du Val de Marne doivent procéder à la réquisition des logements vides dans les communes égoïstes qui refusent de construire du logement social.

4°- *La crise du squat de Cachan n'existerait pas si nous ne supportions un très grave crise du logement.*

Il y a un an après le drame de l'incendie d'un hôtel parisien, le Premier Ministre avait pris l'engagement de construire plusieurs milliers de logements sociaux. Cet engagement n'a pas été tenu !

Il est urgent et indispensable de construire dans toutes les villes, sans exception, des logements diversifiés et notamment du logement HLM.

Il est urgent de construire 4500 logements sociaux par an en Val de marne.

Ceci peut immédiatement être réalisé par d'autres choix politiques et la mise en place d'un service public national du logement.

La mobilisation citoyenne de soutien aux ex-squatters de Cachan doit s'amplifier.

**NOUS VOUS APPELONS A PARTICIPER A LA
MANIFESTATION DE SOUTIEN ORGANISEE A PARIS
SAMEDI 9 SEPTEMBRE A 15 H
PLACE DE LA REPUBLIQUE**

**PCF/ VAL DE MARNE
Ivry le 7 septembre 2006.**